

# « Agir contre le non-recours sur les territoires »

« Examen des conditions institutionnelles, organisationnelles et professionnelles »

Colloque – 28 & 29 novembre 2017  
Auditorium du Musée de Grenoble



## Programme

### Mardi 28 novembre

9h00 – 9h45 **Accueil – Café**

9h45 – 10h45 **Introduction**

**Mots d'accueil** – Jean-Charles Froment, directeur de Sciences Po Grenoble | Marion Leroux, directrice de l'INSET d'Angers CNFPT.

**Présentation du colloque** – Odenore / INSET d'Angers.

10h45 – 12h30 **Table ronde # 1 : « La place des territoires »**

**Intervenant(e)s** : Cyprien Avenel, adjoint de la Mission analyse stratégique, synthèses et prospective, DGCS | Joëlle Martinaux, présidente de l'UNCCAS et vice-présidente du CCAS de Nice | Jérôme Jumel, directeur général des solidarités au Département de Loire-Atlantique, membre du conseil d'administration de l'ANDASS | Jean-Claude Barbier, directeur de recherche émérite CNRS (Centre d'économie de la Sorbonne, Université Paris 1), membre du comité d'orientation du RT6, membre du CNLE.

**Animateur** : Gilles Nézosi, directeur de la Formation continue, Ecole nationale supérieure de la Sécurité sociale.

*Parler d'action contre le non-recours sur les territoires conduit à mobiliser en priorité « l'aide et l'action sociales locales ». Mais n'est-ce pas l'affaire de l'ensemble du système national de protection sociale, dès lors que celui-ci génère en partie le phénomène, sinon l'aggrave au travers de certaines de ses évolutions ?*

*Echanges avec les participants*

### **14h00 – 15h45 Table ronde # 2 : « Les difficultés pour agir »**

**Intervenant(e)s** : **Maëlle Daniaud**, directrice Insertion Aides à la Population / CCAS de Rennes | **Marie-Paule Le Guen**, directrice de l'Action Sanitaire et Sociale de la MSA des Alpes du Nord | **Marc Leroy**, professeur des universités de finances publiques et de sociologie (Université de Reims), Vice-président de la Société française de finances publiques.

**Animateur** : **Etch Kalala-Mabuluki**, doctorant en science politique, membre de la Chaire de recherche sur la jeunesse (EHESP, Rennes).

*Les désengagements humains et financiers rendent plus difficile l'accès de tous aux droits. La lutte contre le non-recours se confronte nécessairement à cette contrainte majeure comme à d'autres. Sur les territoires, c'est un risque de perte de proximité avec les populations. Dans ces conditions, de quelles marges les acteurs des territoires peuvent-ils disposer pour agir sur le non-recours ?*

*Echanges avec les participants*

Pause Café

### **16h00 – 17h45 Table ronde # 3 : « Les changements de postures »**

**Intervenant(e)s** : **David Soubrié**, sous-directeur des professions sociales, de l'emploi et des territoires, DGCS | **Frédéric Loussouarn**, directeur de l'Inclusion sociale (Département Prévention et Solidarités, CCAS de Nantes) | **Francis Silvente**, président de la Fédération des acteurs de la solidarité Auvergne-Rhône-Alpes, co-fondateur du collectif Soif de connaissances | **Barbara Lucas**, professeure de politiques sociales (HETS-HES.SO, Genève), membre du bureau du RT6.

**Animatrice** : **Béatrice Muller**, maîtresse de conférences en sociologie (Université Evry-Val d'Essonne), directrice générale de l'Ecole supérieure en travail éducatif et social (Strasbourg), membre du bureau du RT6.

*Le besoin d'agir sur le non-recours appelle à renouveler les politiques d'inclusion sociale. Des changements de postures, tant qu'organisationnelles que professionnelles, sont rendus nécessaires. Entre la détection des publics, les démarches d'aller vers ou encore les transformations des métiers d'accueil, quels leviers sont utilisés sur les territoires ? En particulier, que peut-on attendre du numérique ?*

*Echanges avec les participants*

**18h30 – 20h30 Débat public : « Agir contre le non-recours sur les territoires »**

**En présence de :** **Aline Archimbaud**, sénatrice de Seine-Saint-Denis (2011-2017) | **Nathalie Bajos**, directrice du Département Promotion de l'égalité et de l'accès aux droits au Défenseur des Droits et directrice de recherche à l'INSERM | **Daniel Verger**, responsable du plaidoyer au Secours Catholique et référent du Collectif ALERTE sur l'accès aux droits | **Eric Piolle**, maire de Grenoble.

**Animateur :** **Jérôme Vachon**, journaliste, spécialiste de l'action sociale.

## Mercredi 29 novembre

**9h00 – 9h30 Café**

**9h30 – 11h15 Table ronde # 4 : « Le besoin de coordination et de pilotage »**

**Intervenant(e)s :** **Stéphanie Brun**, cheffe de Bureau, pilote du projet « Améliorer la Gouvernance et développer l'Initiative Locale pour mieux Lutter contre l'Exclusion – AGILLE » (DGCS) | **Jérôme Lalung-Bonnaire**, coordonnateur du projet éducatif local et du projet de ville, Saint-Etienne du Rouvray | **Matthieu Angotti**, conseiller auprès du Premier ministre (2012-2014), directeur du CCAS de Grenoble | **Robert Lafore**, professeur des universités en droit public (Université de Bordeaux), président du conseil de prospective de l'UNIOPSS.

**Animateur :** **Nicolas Kada**, professeur des universités en droit public, co-directeur du Centre de recherche juridique et du Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (Université Grenoble Alpes)

*La question est celle de la mobilisation des acteurs et donc de l'assemblage, de la coordination et du pilotage des initiatives sur les territoires. Chaque acteur – collectivités, organismes sociaux, services de l'Etat – ne pouvant se suffire à eux-mêmes, qui aujourd'hui peut être chef de file et comment ?*

*Echanges avec les participants*

**11h00 – 12h00 Clôture**